

SOMMAIRE



	Page
Editorial	1
Pourquoi dessiner des perspectives d'avenir pour la foresterie?	2 - 3 - 4
Quand Boulengier nous roule dans la farine et patine dans la semoule	5
Les jours heureux	6
Saxifrages	7
Implosion	8 - 9
La gestion des forêts face aux évolutions climatiques	10 - 11
Brèves	12 - 13
Un "Front National" sur l'identité nationale ?	14
Mutuelle Groupama, le tournant libéral de l'ONF validé	15
Collusion d'intérêts	16 - 17
ONF 2012	18 - 19
Un secret à ne pas taire	20
A ma chère mère (3)	21



Adieu Jean-Paul

Nous avons perdu plus qu'un collègue ce jeudi 3 décembre.
Tu en es arrivé à ce geste fatal, un jour de ciel bas et de pluie continue, à la hauteur de ton désespoir que nul n'a su déceler.
Ton esprit de franche camaraderie, ta culture, ton dévouement et ton sens de l'humour teinté de spontanéité vont nous manquer.
Personne n'oubliera ton professionnalisme et ton souci du détail.
Ce départ prématuré laisse à chacun de nous le sentiment de ne pas t'avoir tout dit.
Ton geste nous interroge tous. Nous ne t'oublierons pas...

EDITORIAL



La disparition de l'ONF est inéluctable pour beaucoup de personnels de terrain. Cette conviction est moins évidente pour les administratifs et pour les cadres.

Avec l'obligation de se porter candidats sur des postes de techniques, les personnels administratifs découvrent à leur tour qu'une mutation vers la privatisation de l'ONF passe par la négation de la conception qu'ils avaient d'eux-mêmes en son sein. La destruction des fondamentaux de nos métiers s'est imposée depuis plusieurs années aux personnels techniques, notamment avec les spécialisations et l'Agence travaux.

Certes tout n'est pas nouveau. De tous temps les conditions de travail peuvent devenir exécrables localement. L'alerte est permanente.

Ceci s'explique par l'organisation hiérarchique, par la complexité de nos métiers aux enjeux parfois divergents, par le relatif isolement de personnels passionnés, par la multiplicité des procédures qui devraient protéger mais sont parfois des pièges. En outre l'ONF a le monopole de nos missions et de nos emplois.

Cependant le climat social s'est dégradé gravement ces dernières années en raison de nouveaux objectifs assignés à l'établissement et de nouvelles méthodes de management.

Dans nos métiers où nous sommes bien souvent seuls, avoir des valeurs sûres chevillées au corps est nécessaire pour se motiver. Or la déshérence des concepts du service public remet en cause la personnalité que chacun s'est forgée au cours du temps.

Ce sont nos valeurs intimes qui sont niées. L'estime de soi et le jugement des autres en sont altérés.

Ceci n'est qu'un exemple et les questions sont multiples.

Serons-nous de simples variables d'ajustement d'un système marchand essentiellement consumériste ? Voulons-nous examiner différents scénarii, voire des alternatives ?

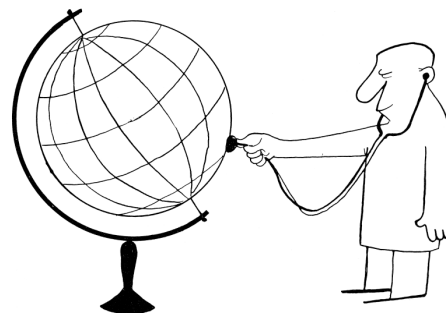
Souhaitons-nous endurer la situation ou prendre le contre-pied ? Voulons-nous obéir à la logique du chiffre d'affaire ou nous rebeller contre ce monde-usine dans lequel nous ne serions que des marchandises jetables ?

L'impossibilité d'appliquer le Code Forestier, programmée avec l'instruction martelage, avec la disparition du triage et l'hémorragie de personnels est-elle une fatalité ?

Aurons-nous le courage de contredire la pensée unique ridicule d'un marché libre d'organiser la guerre économique de tous contre tous ?

Est-il fatal que les peuples soient plongés dans de nouvelles terreurs mondiales ?

Il n'a jamais été aussi urgent de nous réunir pour en débattre mais il nous faut aussi donner à tous, la possibilité de s'informer pour comprendre ce qui nous arrive.

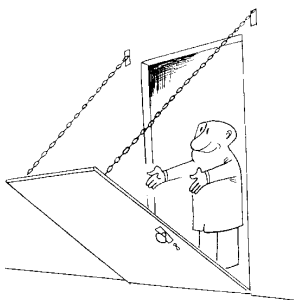


Bonne lecture, joyeuses fêtes et année nouvelle gaillarde à vous tous !

Jacques DUCARME



POURQUOI DESSINER DES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR LA FORESTERIE ?



Il n'y a pas que les personnels forestiers qui perçoivent la précarité de la situation actuelle.

Pour notre part, nous souhaitons participer au débat avec nos compétences et avec notre connaissance de la forêt et des hommes dans l'action, sans nous laisser enfermer nécessairement dans une logique dépressive et régressive.

Le contexte politique

Citons en premier lieu les COFOR dans leur revue (numéro 86) :

« Est-ce la fin du régime forestier à court ou moyen terme ? Quelles seront les missions assignées à l'ONF ? La mise en œuvre du régime forestier dans les forêts publiques de l'Etat et des collectivités deviendra-t-elle une activité secondaire ? Va-t-on vers un changement de statut de l'ONF ? »

Ces questions sont bien d'actualité et le discours apaisant du genre : « il n'y a rien de changé sur le fond, tout continuera comme avant » ne nous convainc absolument pas. Des dispositions nouvelles sont à l'évidence à l'examen et le silence qui les entoure n'est pas de bon augure.

Comment les représentants des communes forestières au conseil d'administration de l'ONF pourraient-ils, dans ces conditions, voter le projet de budget pour 2010 ? »

Des déclarations sénatoriales suite à l'enquête de la Cour des Comptes

Concernant la concurrence :

MARINI Philippe Sénateur de l'Oise (Picardie) Rapporteur Général de la commission des finances

« J'ai l'impression que l'ONF est encore dans une situation transitoire car ce n'est pas encore une vraie entreprise. »

« On a progressé mais on n'est pas encore dans une véritable économie d'entreprise. »

« L'exploitation forestière et la vente de bois sont des activités comme les autres qui sont soumises aux coups de boutoir de la mondialisation et sur lesquelles il faut préserver et gagner des parts de marché grâce à une politique de valeur ajoutée. Donc il me semble que pour entrer vraiment dans une économie d'entreprise les efforts qui sont faits doivent être mis en perspective et que ceci est absolument essentiel si l'on veut qu'il y ait un Office National des Forêts demain ou après-demain. S'agissant de l'aspect concurrentiel au sens des directives communautaires, je crois que par ce biais nous retrouvons les services rendus aux propriétaires forestiers privés, aux propriétaires communaux, est-ce que le dispositif actuel va pouvoir tenir le coup longtemps ? Est-ce que vous n'aurez pas en face de vous un jour des communes qui vont peut-être se structurer davantage et qui vont souhaiter faire des appels d'offres, avec différents prestataires ? Et quelle va être votre réponse à ce type de comportement s'il se produit ? »

Concernant les travaux forestiers déficitaires :

ARTHUIS Jean, Sénateur de la Mayenne (Pays de la Loire) et Président de la commission des finances du sénat déclare que :

« La situation actuelle, objectivement ne pourra pas durer. L'Etat n'a pas les moyens. »



Concernant les personnels de l'ONF :

LEROY Philippe, Sénateur de la Moselle (Lorraine), Président du groupe d'étude forêt-bois du Sénat et membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ainsi que membre de la délégation sénatoriale à la prospective déclare que :

« L'ONF a l'essentiel de la technicité forestière. [...] L'ONF est un réservoir extraordinaire de technicité et de compétences patrimoniales.

L'ONF est un objet administratif ou entrepreneurial bizarre. Il doit à la fois assumer des fonctions quasi régaliennes [...] L'ONF apparaît comme un instrument d'une politique de l'Etat et puis l'ONF est en même temps un établissement public à caractère concurrentiel et je crois que les études à venir devront chercher à sortir de cette dualité. Il faudra probablement clarifier. [...] Mais je rappelle que L'ONF contient la réserve et malheureusement aujourd'hui l'essentiel de la technicité forestière et l'essentiel de nos capacités d'ingénierie forestière car il est dangereux de mettre tous ses œufs dans le même panier. »

Pour élargir le débat imaginons cinq scénarios

Scénario 1 : Les dérives actuelles s'accroissent

L'ONF conserverait toutes ses missions mais devrait se soumettre de plus en plus à la dictature de la valeur ajoutée et aux exigences de la rentabilité à court terme pour conformer sa gestion à celle d'une entreprise privée.

La défiance des communes se généraliserait.

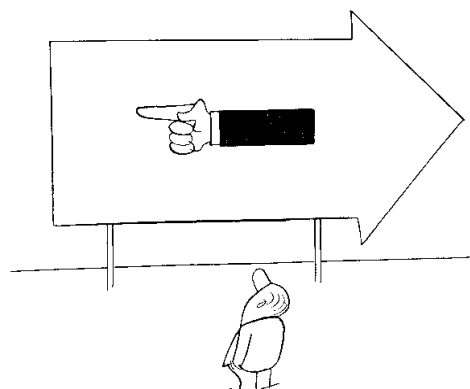
Pendant que l'ONF concentrerait tous ses efforts pour augmenter son chiffre d'affaire, les communes seraient contraintes de mettre en place leur propre service forestier. Contenir l'agressivité commerciale de l'ONF

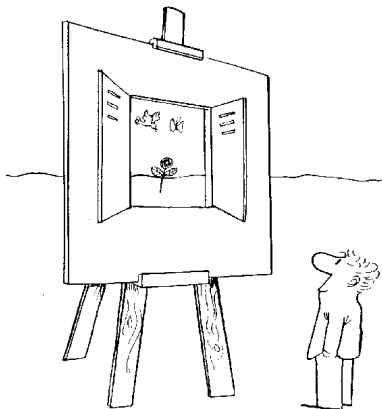
passerait logiquement par une mise en concurrence entre divers prestataires. (Voir les assertions de Philippe MARINI ci-dessus).

Notons aussi que les COFOR ont déjà commencé à embaucher des ingénieurs forestiers qui sont, de manière redondante, présents sur des problématiques que l'ONF traite habituellement.

Pour être efficient économiquement ce modèle présuppose qu'une mise en concurrence généralisée permette des gains de productivité énormes de la part des producteurs de valeurs marchandes sur le terrain afin de justifier le temps passé et l'énergie déployée par un encadrement chargé de concevoir les directives et de réaliser des contrôles. Cet encadrement serait lui-même contrôlé par d'autres, à leur tour re-contrôlés et re-expertisés par d'autres encore et encore, avec toute la subjectivité que l'on connaît en matière forestière, dans un espace forestier caractérisé notamment par sa diversité, par son étendue et par son relatif morcellement.

Non seulement ce scénario confine au délire mais il accentuerait la logique commerciale qui oriente globalement la sylviculture vers toujours plus d'investissements normalisés toujours plus lourds afin d'auto justifier l'intervention de multiples opérateurs en quête de bénéfices immédiats aux dépens de la collectivité (Biodiversité, paysage, accueil, bois, travaux, eau etc...).





Scénario 2 : L'ONF est scindé en deux par l'Etat

Une partie du personnel serait affectée au régime forestier et une autre aux missions d'un établissement strictement concurrentiel. Cette option paraît intellectuellement élégante de prime abord. Le nombre de personnels affecté au Régime Forestier pourrait être réduit et l'Etat pourrait saisir l'occasion de faire passer ces personnels sous l'autorité d'une structure de type syndicat mixte au niveau régional sur le modèle des parcs régionaux qui fédérerait ainsi toutes les autorités politiques et tous les acteurs de la gestion forestière susceptibles d'intervenir dans un débat plus démocratique...

Sur le plan de l'efficacité cette partition accroîtrait les dysfonctionnements précités que nous vivons déjà aujourd'hui et nous resterions dans une logique de conflits d'intérêts contre productive.

De plus, cette organisation demanderait un consensus et une volonté politique qui aujourd'hui n'est pas évidente.

Scénario 3 : Un service forestier est mis en place au niveau des régions

L'Etat pourrait faire passer l'ensemble des personnels sous l'autorité d'une structure de type syndicat mixte au niveau régional calqué sur le modèle des parcs régionaux et qui fédérerait ainsi toutes les autorités politiques ainsi que tous les acteurs de la gestion forestière et peut-être de nouveaux financeurs motivés par un débat plus démocratique sur la politique forestière.

La politique forestière nationale pourrait être déclinée plus près du terrain et ne serait plus réduite au ridicule « produire plus, tout en préservant mieux ».

Cependant ce montage demanderait des moyens financiers, un consensus et une volonté politique contraire à la logique du marché dont l'existence ne nous est pas connue aujourd'hui.

Scénario 4 : Un réel débat démocratique est organisé au niveau de l'Etat avec les différents partenaires

L'Etat retrouve une capacité à réunir l'ensemble des parties prenantes pour décider démocratiquement d'une politique forestière nationale. Un vrai service public forestier avec de vrais fonctionnaires indépendants du marché est réorganisé. Ceci suppose que la France redevienne une démocratie qui ne soit plus sous la dictature des marchés financiers. Visiblement, pour le moment, nous n'en prenons pas le chemin.

Scénario 5 : Divers partenaires dont des communes et des personnels forestiers s'organisent en Sociétés Coopératives d'Intérêt Communautaire pour, à leur niveau, résister aux outrages de la finance consumériste et pour éviter la dilapidation des ressources naturelles

Une partie des communes ou des communautés de communes pourrait adhérer avec ou sans personnels fonctionnaires territoriaux au même titre que bien d'autres intervenants en apportant des garanties de gestion durable à l'Etat.

Les principes de base d'une SCIC étant un fonctionnement démocratique avec des finalités non lucratives seraient de nature à redéfinir collectivement une politique forestière fondée sur une confiance retrouvée envers des forestiers redevenus experts plutôt que commerciaux.

A n'en pas douter la politique forestière se réorienterait démocratiquement au contact de tous les partenaires vers plus de protection patrimoniale et moins de sacrifices d'exploitabilité.

Parce que l'idéologie d'une croissance marchande infinie dans notre monde fini ne peut pas asservir indéfiniment les gens responsables nous pensons que la formule SCIC mérite d'être étudiée.

Voir

http://www.scic.coop/scic/liblocal/docs/Communication_publications/SH33_2006_Dr%20coop.pdf



QUAND BOULENGIER NOUS ROULE DANS LA FARINE... ET PATINE DANS LA SEMOULE

On connaît le zèle de la DRH dans la mise en œuvre de la RGPP au sein de l'ONF. Ses derniers faits d'armes ne font que confirmer l'idée que notre DRH est, contrairement à ce qu'elle affirme, le contraire d'une négociatrice à l'écoute des personnels.

Dans un courrier adressé le 8 septembre 2009 aux organisations syndicales représentatives des personnels de l'ONF Ile de France Nord-Ouest, elle proférait des menaces de sanction à l'encontre des personnels qui auraient pu avoir l'impudence de confondre la réunion d'information syndicale organisée à leur intention avec une manifestation. Ce cas est symptomatique de ce nouveau procédé qui veut que dorénavant des menaces soient formulées en amont de chaque action annoncée.

La gestion de l'habillement révèle une autre facette de sa gestion calamiteuse des « *ressources humaines* ». Notre DRH est en effet à l'initiative d'un courrier adressé en juillet à l'ensemble des responsables territoriaux des ressources humaines, courrier qui stipule notamment que « *dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'économie sur les charges externes* », la Direction a décidé de réduire voire de supprimer la dotation des personnels censés ne se rendre que de manière occasionnelle, voire pas du tout, sur le terrain. Ce courrier n'a fait l'objet d'aucune consultation et a été adressé en catimini.

Il n'est pas nécessaire d'en rajouter pour comprendre sa façon de fonctionner.

Par contre, il est intéressant de relire quelques morceaux choisis de son « *interview* » lors de son arrivée en septembre 2003 à l'ONF. Bien que tiré d'un journal de propagande « *Le Journal du personnel de l'ONF* » (n°23 novembre 2003), les réponses qu'elles donnent et la façon dont elle se présente laissent pantois.

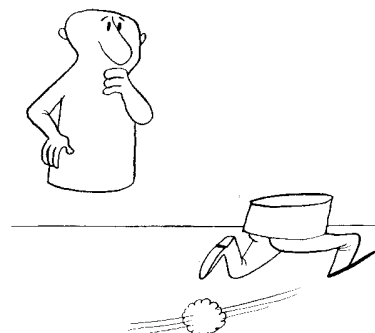
Extraits : « **Si vous deviez vous reconnaître un défaut et une qualité ?**

J'aime percevoir ce qu'attendent les gens. Fille d'agriculteur et fière de l'être, j'ai eu en héritage un certain sens de l'humain. A l'ONF, je retrouve avec plaisir les questions de dialogue social. Ce ne sera sans doute pas toujours facile mais je trouve motivant d'arriver à un consensus avec le personnel pour que l'Office continue à vivre de toutes ses compétences. Cette passion du dialogue et de l'échange me fait parfois oublier de regarder ma montre : il en résulte quelquefois des retards dans mon emploi du temps.

Vous avez une photo au-dessus de votre bureau...

Oui, c'est une photo qui ne me quitte pas. Jean Moulin a su réaliser un travail de fourmi, pour créer l'administration de la résistance, dans les conditions très difficiles de la clandestinité. J'ai toujours admiré ce préfet de la République qui a su dire non à la collaboration, qui n'a pas parlé sous la torture »

Le ridicule et l'indécence ne tuent pas.



LES JOURS HEUREUX

C'est le premier intitulé utilisé par le Conseil National de la Résistance, d'un programme adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944 par l'ensemble des représentants des organisations de résistance, des centrales syndicales et des partis aux tendances politiques groupés en son sein. Il eut comme premier président Jean MOULIN. Notre DRH l'admire et le dit (voir article ci contre). L'usage opportuniste des figures et hauts lieux de la mémoire se pose au moment même où sont remis en cause les idéaux du Programme National de la Résistance. Nous assistons en effet à une active fabrique de la confusion concernant une période de notre histoire constitutive de notre manière de vivre ensemble.

En préalable nous citerons les propos tenus dans la revue Challenge le 4 octobre 2007, par Denis KESSLER, vice président du mouvement des Entreprises de France (MEDEF), propos qui méritent d'être longuement cités : *«Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance (...) Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité Sociale, paritarisme ... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été remis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance !»*

Henri DORGERES, fondateur du mouvement fasciste des chemises vertes déclarait quant à lui en 1943 *«Le fonctionnaire, voilà l'ennemi !»*

Il y a peu, d'anciens survivants de cette époque troublée qui s'efface de nos mémoires (1), dénonçaient de leur côté le mépris des plus faibles et de la culture qui aujourd'hui sévissaient, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. Ils affirmaient ne pas accepter que les principaux médias soient désormais contrôlés par des intérêts privés, contrairement au programme du CNR. Ils concluaient leur appel par cette invitation ; *« Plus que jamais, à ceux et à celles qui feront le siècle qui commence, nous voulons dire notre affection : créer, c'est résister, résister, c'est créer »*. Message reçu.



(1) Signataires : Lucie et Raymond AUBRAC, Henri BARTOLI, Daniel CORDIER, Philippe DECHARTRE, Georges GUINGOUIN, Stéphane HESSEL, Maurice KRIEDEL-VALRIMONT, Lise LONDON, Georges SEGUY, Germaine TILLION, Jean-Pierre VERNANT, Maurice VOUTEY.

LES SAXIFRAGES

Le programme du Conseil National de la Résistance décline une série de recommandations destinées à instaurer un ordre social plus juste. Outre les conseils pratiques donnés afin d'organiser la résistance à l'occupation et aux fascistes français, certains principes de la vie sociale sont réaffirmés ; rendre la parole au peuple, liberté pour la presse, indépendante à l'égard de l'Etat et des puissances d'argent, inviolabilité du domicile et des correspondances et enfin l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi.

Entre ces grands principes sont exposés les conditions économiques de la réalisation effective de ces idéaux. Cela passe entre autre par :

- * L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- * une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ;
- * Le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;
- * Le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

Sur le plan social, il s'agira de réaliser :

- * Un réajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- * Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat ;
- * La sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;
- * **La reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale.**

Tous les enfants devront en outre, avoir la possibilité effective d'accéder à la culture la plus développée afin que soit promue une élite véritable non de naissance mais de mérite, constamment renouvelée par les apports populaires.

En conclusion, nous citerons une remarque faite par l'historien Marc Bloch dans son ouvrage, « *L'étrange défaite* » dans lequel il analyse à chaud et de façon aigüe le comportement des élites de notre pays dès la fin des années 30 du siècle dernier. « Les profits du présent constatait-il, bornaient impitoyablement leurs regards ».



Les saxifrages sont présents dans le Monde entier. Ils ont pouvoir de casser les pierres, de défaire tout ce qui est compact et de pousser entre les pavés.

Un site : http://fr.wikipedia.org/wiki/Programme_du_Conseil_national_de_la_R%C3%A9sistance

Un livre : Marc BLOCH « L'étrange défaite » Folio/histoire 10 €



IMPLOSION

De la solitude de l'agent patrimonial prisonnier du labyrinthe Presta et de ce qui s'en suivi.

Vendredi 27 novembre : l'échéance est bientôt là. Pour lundi, je dois avoir saisi les programmes de travaux sur le logiciel « Presta ». Et je suis mauvais là dedans. Nul même. Je suis forestier, pas informaticien. Et ce logiciel correspond à une logique qui n'est pas la mienne. J'ai déjà essayé de rentrer dedans. Compliqué. Pourtant, ça fait plus d'un mois que j'ai bouclé les propositions de travaux sur papier avec plan et commentaire. J'ai fait mon boulot de forestier.



ERROR SYSTEM

Devant l'écran, je m'essaie à la saisie. Des programmes déroulants qui surgissent si on appuie sur F4. Trop de choix, qu'est-ce que c'est ce bazar. J'ai ouvert une dizaine de titres portant le nom d'une commune. Comment on efface ? J'essaie, je recommence une fois, deux fois, dix fois. Je n'y arrive pas. Ce truc ne fait pas partie de mon monde qui est celui de la forêt.

Je téléphone à un collègue qui essaie de me guider et me confie qu'il en a bavé avec ce truc.

J'en appelle un autre qui, lui, a confié la saisie du programme à un jeune collègue qui est « né avec ».

Ce vendredi, je pique une colère noire devant mon écran. Vers 16 h, j'éteins l'ordinateur et vais en forêt, en rage et ruminant. Il me reste encore lundi.

Le samedi et le dimanche sont consacrés à une longue et épuisante lutte pour éviter de remonter dans mon bureau à l'étage, pour essayer encore et encore d'inutiles tentatives. Il faut se consacrer à sa famille et essayer de ne pas leur faire subir cette inutile pression qui nous est imposée par cette direction imbécile. Peine perdue, mon épouse m'engueule le dimanche soir, me demandant ce que j'ai et que ça fait un moment que ça dure...

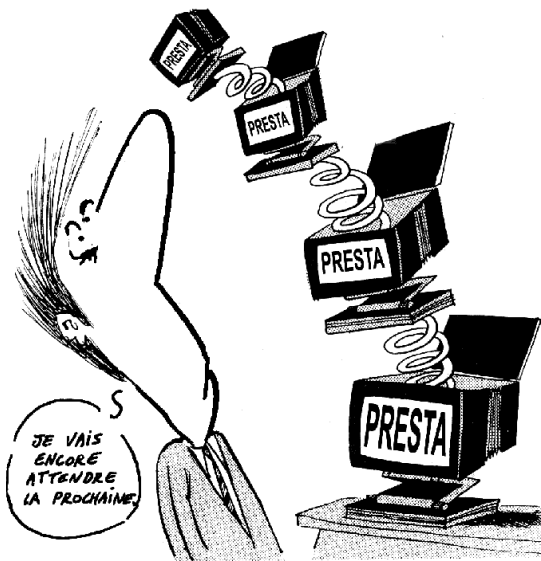
FILE NO FOUND

Lundi matin, 30 novembre : ce soir, je dois finir la saisie. Sinon... Sinon quoi ? Sanction financière ? J'ai déjà eu une cinquantaine d'euros retiré en 2009 je ne sais pas pourquoi, la direction n'a pas eu la politesse de répondre à la lettre que je lui ai envoyée. Mais je viens d'apprendre qu'en Nord Franche Comté, c'est 2500 euros qu'on vient de retirer à un technicien pour « sale caractère ».

Arbitraire la direction ? Ils nieront.

Je vais voir un collègue qui est en train de remplir ses programmes. Il me montre à quoi ressemble « Presta » quand on peut travailler dessus.

Mais il faut une énorme patience car rien ne va du premier coup. Il faut être vigilant. Revenir en arrière est possible, si on ne se trompe pas de case. Mon collègue ne navigue pas, il chaloupe, un coup à droite, un coup à gauche avec une subtilité et une patience que je n'ai pas.



Je retourne à mon bureau et essaie d'imiter l'artiste. Ça ne marche pas. J'essaie de faire comprendre à la machine que je souhaite que les ouvriers plantent des chênes de 50/80 en fente, sur 2,5 ha et la machine insiste pour que ce soit en « demi potet ». C'est quoi ça d'abord, un demi potet ?

Et puis je veux de la fente, pas du potet, demi ou pas...

J'insiste lourdement et je sens que la machine se braque. Je laisse tomber et rejoint le bureau d'UT. Là, deux forçats sont au travail, un collègue, finalement heureux car il vient de mettre une demi heure pour remplir une ligne, mais il a réussi et le chef qui contrôle le travail et aide comme il peut, sourit. Enfin une ligne... « C'est plus facile à deux ».

Je pense aux ETP consacrés aux dieux « Tabsam » et « Presta », je pense que la forêt est loin, loin de notre actuel métier... Et ça va pas s'arranger...

Je regarde, essaie de comprendre, et je rentre à la maison, seul, dans mon bureau, où obstinément, pendant l'heure de midi, j'essaie de transformer des demi potets en plantation en fente... Confiez moi une équipe d'ouvriers et j'ai du boulot pour eux pendant trois mois, mais arrêtez de m'emmerder avec ce logiciel créé par des crétins. Et imposé par des cons. Eh oui, c'est dit !

FATAL ERROR

Vers 17 heures, je suis en rage, un voile noir passe devant moi, comme si on coupait l'électricité. J'ai l'impression de ne plus rien savoir. D'être redevenu le gamin qui n'arrive pas à faire son exercice de maths et qui n'a personne à qui demander. Je n'ai plus 50 ans, mais 10. Je me reprends et lutte contre ce sentiment de souffrance démesuré par rapport à l'enjeu.

J'ai de réelles envies de meurtre envers ceux qui m'imposent ce dispositif. Dans un éclair de lucidité, je me rends compte que je n'ai pas une attitude normale et que je pourrais déraper.

J'appuie sur le contacteur de la rallonge électrique pour faire taire le dieu « Presta ». J'y arrive. Je saute dans mon auto et je vais voir mon médecin de famille.

Au bout d'une heure d'attente et dix minutes d'entretien, celui-ci diagnostique un syndrome de type « BURN OUT ». *

Je risque ma santé, mentale, et physique. Un zona, un cancer, une mauvaise grippe... Ce truc, outre son aspect psychologique, fait brutalement tomber les défenses immunitaires de l'organisme.

Le médecin m'arrête une semaine, reconductible.

* BURN-OUT : brûler (une maison) ; griller (un plomb)



Retrouver de nombreux documents sur le malaise au travail sur www.snupfen1.org

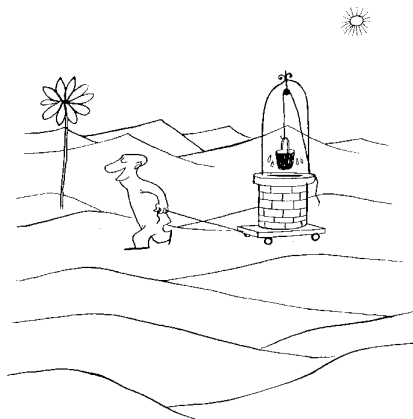
Rubrique : Accueil du site > Espace adhérents > Document militant

Rubrique : Accueil du site > Espace adhérents > Archives > Document Audio



LA GESTION DES FORÊTS FACE AUX ÉVOLUTIONS CLIMATIQUES

La responsabilité de nos sociétés concernant l'augmentation du Co2 et ses répercussions climatiques probables, n'est plus à démontrer. Le dynamisme économique mondial de ces 30 dernières années s'est fait sous perfusion énergétique pétrolière, avec les dégagements de Co2 correspondants. En corollaire de ce développement effréné, les dégradations de l'environnement ce sont accélérées : déforestation galopante, disparition d'espèces, sur-exploitation des océans, incendies gigantesques consécutifs à de grandes sécheresses (Australie, USA...) épuisement de toutes les ressources naturelles forcément limitées, dégâts irrémediables dans la taïga canadienne pour extraire les dernières gouttes de pétrole d'un mauvais sable bitumineux. La liste interminable d'agressions dont nous sommes tous responsables reste ouverte ...



Les choix et les orientations de gestion que nous allons donner aux forêts dont nous avons la charge, seront déterminants sur le plan environnemental pour les prochaines décennies.

La gestion forestière actuelle, ainsi que celle qui nous est demandée par le président de la république, basée principalement sur la maximisation des volumes, ne doit se faire qu'à la seule condition d'une amélioration qualitative, ou quantitative selon les cas, de nos forêts, tant du point de vue de la composition des peuplements que nous laissons derrière nous, que du point de vue du degré de naturalité. Le slogan « *produire plus tout en préservant la biodiversité* » sont très difficilement conciliables.

Cette contradiction est à résoudre par les forestiers de terrain dans la gestion quotidienne, puisqu'en haut lieu, rien de plus facile que de se persuader que c'est dans le domaine du possible. On assiste à un cloisonnement hermétique de chaque service, isolé dans la logique comptable qui lui est propre, avec un respect du dogme officiel, sans jamais se demander si dans la réalité les choses peuvent être compatibles. La récente instruction du 29 octobre dernier sur la conservation de la biodiversité est une fois de plus, révélatrice des incohérences qui concernent la gestion prétendument durable des forêts publiques. Incontestablement, la préservation de la biodiversité risque d'engendrer des baisses de revenus, très variables suivant les contextes, mais bien réelles. Nous n'avons pas les moyens actuellement d'assumer une vraie gestion multifonctionnelle des forêts, parce qu'elle suppose des sacrifices financiers. Or personne n'est actuellement prêt au moindre sacrifice économique en faveur de l'amélioration de la biodiversité. La volonté « *d'investissement* » dans une gestion plus naturaliste est actuellement totalement subordonnée à celle d'une gestion comptable stricte : toutes les notes et instructions relatives à la biodiversité ne sont, en définitive, qu'un stratégique filet de camouflage vert.

Pourtant, les financements sont possibles, à commencer par une redistribution équitable des recettes forestières, notamment domaniales, des produits d'exploitation, afin de financer une gestion plus naturaliste. Ce n'est pas la forêt qui doit s'adapter aux besoins financiers de son propriétaire, mais bien l'inverse ! La taxe carbone, même si elle est impopulaire et utilisée à d'autres fins, pourrait être aussi une base solide de financement. De même, une réforme fiscale en profondeur pourrait également alimenter un fond destiné pour partie, à la sauvegarde et la restauration des écosystèmes, dont les forêts gérées durablement. Le paiement des biens non marchands (les services environnementaux) est aussi une voie d'avenir (rappelons au passage que la valeur des services écosystémiques excède souvent, et de loin, la valeur des produits ligneux). Bref, il existe des solutions alternatives pour limiter les sacrifices financiers liés à une gestion plus naturaliste des écosystèmes forestiers .

En tout état de cause, **l'axiome unique actuel de maximisation des volumes n'est donc en aucun cas une forme de gestion durable.**

Produire autrement

La seule vraie réponse pour préparer au mieux les forêts de demain est celle qui passe par une amélioration sensible de la qualité des écosystèmes, amélioration qualitative sur le plan des peuplements et de son infrastructure, amélioration du potentiel en termes de volumes et de valeur sur pied, amélioration des capacités biologiques, amélioration de la résilience.

Seule une sylviculture d'écosystème peut aborder l'ensemble de ces fonctions par l'observation de ce principe conducteur : **utiliser les capacités naturelles des forêts à amortir les stress et perturbations en respectant le plus possible le fonctionnement des écosystèmes.**

Les réponses aux problèmes climatiques de demain se trouvent dans ce principe conducteur. Il n'est pas antinomique avec celui d'une récolte raisonnée, mais demande une refonte des principales directives nationales de gestion, notamment en terme de récoltes, exercice hautement politique il est vrai. Il ne s'agit pas de « sanctuariser » les forêts publiques, mais de produire autrement.

De nombreux éléments de réponses nous sont fournis par les organismes de recherche : respect des sols (investir dans l'infrastructure ou le débardage alternatif), restitution organique indispensable au bon fonctionnement micro- biologique (maintien absolu de tous les rémanents), meilleure structuration verticale des peuplements (conversion vers la futaie irrégulière), reconsidérer complètement l'intérêt de certains travaux sylvicoles superflus ou néfastes, augmenter la proportion d'essences dites non – objectif ou secondaires même si elles concurrencent légèrement les essences principales (feuillus en zone résineuse par ex.), respect des stades pionniers, adaptation des durées de renouvellement, allongement des phases de régénération, production de bois beaucoup plus gros s'ils sont de qualité (adaptation de la notion de diamètre d'exploitabilité en fonction d'autre critères que ceux de l'industrie), maîtriser autant que possible les introductions d'exotiques, inverser les processus d'artificialisation.

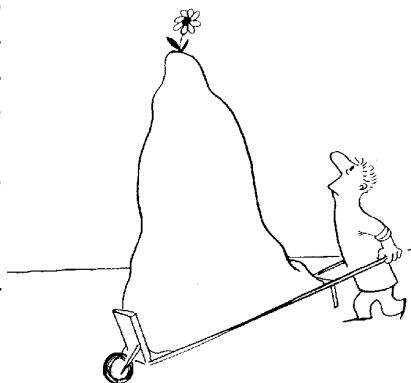
Les possibilités d'amélioration sont nombreuses et variées, nous pouvons, même à un niveau modeste, contribuer à l'augmentation du degré de naturalité.

Par ailleurs, nous devons nous affranchir le plus possible des désirs, souvent éphémères, du secteur industriel pour la fourniture de telle essence ou de telle dimension, c'est à la filière bois d'adapter son outil de production à la récolte que le milieu peut offrir, et pas l'inverse.

Le recours encore plus large à la régénération naturelle étalée dans le temps, avec une logique de travaux qui laisse le temps aux tiges d'exprimer leur potentiel en terme de résistance, permet bien évidemment d'entretenir le rôle sélectif permanent, la structuration verticale, et le développement d'arbres aux caractéristiques génétiques les mieux adaptées au climat de demain.

Le retour vers un **degré de naturalité plus élevé comme objectif prioritaire** de nos peuplements est un gage de sécurité vis à vis des changements climatiques annoncés. La foresterie française est en panne d'idées, il suffit de voir le faible niveau de représentation au 13ème congrès forestier mondial qui s'est tenu en Octobre 2009 à Buenos Aires pour se rendre compte de l'étroitesse d'esprit et de l'autisme de nos décideurs.

A méditer... : « *ce qui est biologiquement juste est économiquement avantageux* ». Rudolphe Steiner (mort en 1920).



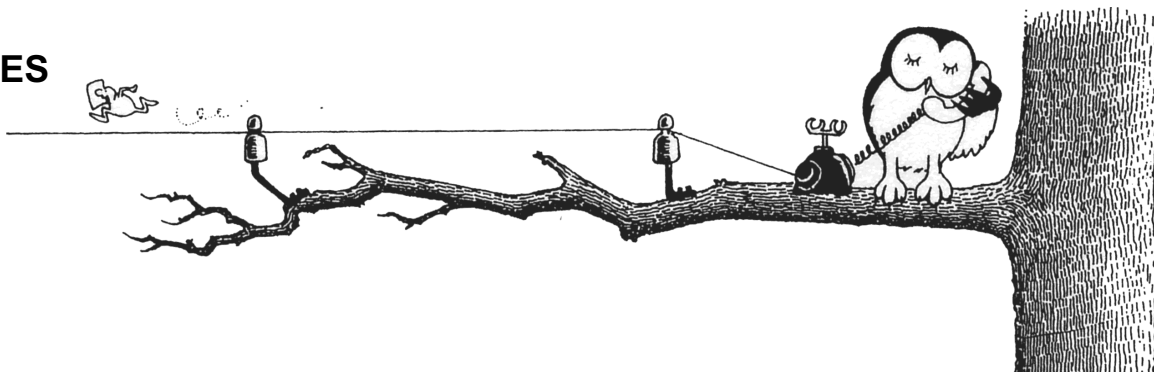
Voir:

« La forêt face aux changements climatiques : de la gestion productiviste à une sylviculture de l'écosystème »
<http://www.snupfen1.org/spip/spip.php?article154>

« Plaidoyer pour la production de gros bois »
<http://www.snupfen1.org/spip/spip.php?article152>

« Courrier de l'environnement de l'INRA »
<http://www.inra.fr/dpenv/>

BREVES



□ **Un drôle d'oiseau.** Il se lève aux aurores, pépie, s'agite. Suite à une remarque anodine au sujet d'encombrants cartons qu'il a déposés au standard téléphonique de la DT, il monte sur ses ergots, profère quelques noms d'oiseaux à la standardiste interloquée. Il bouscule une chaise, hurle, se plaint. « *Y'a que moi qui travaille* ». Prévenus la DRH et un responsable Travaux tentent de calmer le furieux volatile qui prestement s'éclipse. Il s'agit de l'assez peu civil représentant des OF / FO, celui là même qui fit un vibrant éloge du DT franc comtois sur le départ. Etre le cheval de Troyes de la DG pour casser du fonctionnaire n'excuse pas tout.



□ **Molle pression.** Soumis à un management qui s'aligne sur celui de France Télécom, les cadres subalternes de l'ONF se fâchent à nouveau tout rouge. Nominations arbitraires, copinage, mobilité forcée, charges de travail démesurées, il y a danger. La CGC écrit au DG, « *cette situation ne saurait durer* ».

□ **Déménagement précoce à la DT.** Partie en congé maladie le lundi, dès le lendemain, les déménageurs étaient là pour aménager son poste pour une autre collègue. Ce déménagement, bien que prévu, n'a-t-il pu attendre son retour ? Quelle élégance !

□ **Mes applis, mes amours, mes emmerdes ...** Depuis que tous les sites administratifs sont passés sous MES APPLIS, tout va bien ! Connexions trop longues, déconnexions intempestives, imprimantes filantes... Les personnels râlent, s'énervent et s'impatientent. Vive le bien être au travail.

□ **C'est mieux en le disant :** en Codir d'automne à Lure, à un collègue RUT tente d'exprimer quelques états d'âme. Le DA rétorque : « *personne ne vous a obligé à passer le concours de CATE* ». Il aurait pu être encore plus clair en paraphrasant le Lion de Belfort « *à l'ONF un cadre A ça ferme sa gueule ou ça démissionne* ».

□ **Vente forcée.** La dernière rumeur qui court c'est la suppression des préventes au profit des contrats, les communes boudent les contrats ABCD, l'ONF va les imposer en supprimant les préventes de bois façonnés. Nous prenons le pari que les ventes en bloc vont connaître un regain de popularité auprès des communes.

□ **Quelle forêt pour nos enfants ?** A cette question, l'ONF répond sur le nouvel agenda : au cœur de la société, nous préparons avec nos partenaires la forêt et les espaces naturels de demain. Bienvenue à Rhône Poulenc et Véolia...



□ **Grippe A.** Avant l'épidémie, les toilettes de la DT avaient des distributeurs de tissus pour les mains et à la DG des distributeurs papier. Depuis la grippe, les toilettes à Besançon ont été équipées de distributeurs de papier et à la DG, en tissus. Cherchez l'erreur !

A la DT, une boîte de lingettes a été distribuée par étage, sauf pour le rez de chaussée : les personnels devront monter au 5ème étage pour avoir une lingette.

❑ **Propos présidentiels.** «*Dans la transmission des valeurs et l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé*». Rebelote en octobre dernier face à une délégation d'évêques européens. «*La République seule ne peut pas produire de sens à la vie*». Pendant ce temps là, le ciel se détraque et les inégalités se creusent.

❑ **L'harmonisation** des charges de travail, c'est pas gagné. Dernière liste de mobilité TO, pour la Franche-Comté, 2 postes. L'un dans l'agence du Doubs, triage de Levier, poste logé, 960 ha pour 2 forêts dont une domaniale et l'autre sur l'agence NFC, triage de Colombier Fontaine, non logé, 1488 ha pour 5 forêts communales.

❑ **Résultats de la CAP inattendus**, Levier 6 candidatures, Colombier zéro !

Cerise sur le gâteau : Levier n'est pas encore vacant, Colombier est désert depuis le 1^{er} mars et n'a été proposé que suite à la pression forte et unanime des élus du triage.

❑ **Allô, le 18 ?** Après 22 mois en Franche-Comté, le DT est muté en Lorraine pour éteindre le feu mis par son prédécesseur. Un compresseur d'agences émérite lui succède, pas regretté du tout par les collègues bourguignons qu'il quitte. Une panoplie de Zorro a été offerte au partant. Nous sommes curieux de voir de quels habits s'affublera son successeur à qui nous souhaitons la bienvenue.

❑ **On se fait une toile ?** La perverse nouvelle organisation du travail doit être mieux comprise. Pour nous y aider, un film : « *j'ai mal au travail* », http://boutique.monde-diplomatique.fr/boutique/liste_rayons.cfm



Par ailleurs, projection du film ; « *ils ne mourraient pas tous mais tous étaient frappés* » à l'Entrepôt chemin de Casamène à Besançon, le jeudi 21 janvier. Des invités, un casse croûte à 19h, puis le film. Une soirée fraternelle.

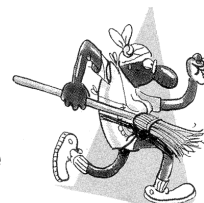
❑ **Valse des postes:** La DRH, lors du départ en retraite d'une de ses collaboratrices l'encense, la remercie, la félicite... et après un pas de deux, elle supprime son poste. A la même occasion, un service apprenait avec stupeur qu'un de ses postes allait valser. Avec qui la prochaine danse ?

❑ **Tel est pris qui croyait prendre.** Les franc-comtois sont partis dimanche 6 décembre à minuit pour PARIS, retrouver les camarades des autres régions. N'en déplaise au DG, ils n'ont pas mis un pied devant la tour. Nous avons sillonné la capitale en déployant des banderoles «*Quelle forêt pour nos enfants ?*» et en distribuant des tracts aux parisiens. Nous avons rejoint les collègues de la culture en grève à Beaubourg et partagé leur temps d'antenne. Objectif atteint, nous avons bien été relayés par la presse. Quant aux personnels de la DG ils ont eut droit à 2 jours de congé gratuits !

❑ **Aussi rassurante et fiable** au travail qu'en syndicalisme, où longtemps elle fut active, Jeannine prend sa retraite. L'Antidote naissant elle l'a connu de l'intérieur. Les nombreux amis et collègues qui ont eu plaisir de la côtoyer l'embrassent et lui souhaitent une belle retraite.

❑ **Carnet rose.** Nous avons le plaisir de vous annoncer la naissance d'Alan, fils de Laurent BRUNNER. Félicitations aux heureux parents.

UN «FRONT NATIONAL» SUR L'IDENTITE NATIONALE ?



Une idée chassant l'autre, le gouvernement remet le couvert afin de mieux masquer les graves difficultés qu'il rencontre.

«A nos erreurs, est-il plus commode paravent que les fautes d'autrui», se demandait déjà l'historien Marc BLOCH.

Rien de tel que de flatter la fibre nationaliste pour faire diversion, établir un «front» opaque de fumée devant ses échecs politiques, préparer les futures élections et conditionner les futurs électeurs.

Car on sait bien que derrière «l'identité nationale» se cache en fait le vieux problème de l'immigré «fatal», même si la France est une terre d'immigration et que les Français en sont les enfants naturels depuis des millénaires.

Il serait préférable de réconcilier les Français avec la laïcité, l'éducation nationale et les institutions républicaines (santé, justice, sécurité ...) détruites par un gouvernement ultra libéral qui a supprimé en 3 ans plus de 100 000 postes d'enseignants et de serviteurs de l'Etat.

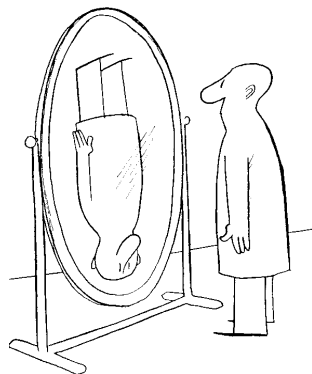
La véritable identité nationale, c'est celle de l'individu s'épanouissant grâce aux institutions de la société et se mettant ensuite au service de la société qui l'a formé.

Il serait préférable de considérer l'incohérence d'un discours dans lequel on se réclame de l'inévitable «mondialisation du commerce et de la crise» tout en attisant la haine de l'autre, cet étranger.

Si le commerce est mondial, pourquoi l'identité citoyenne ne le serait elle pas ?

Pour faire avancer la France, préférons un nouveau front populaire à un vieux front nationaliste.

Les préfets et sous-préfets sont chargés d'organiser plusieurs centaines de débats sur «l'identité nationale».



Voici ce qu'en disait dès 1940 Marc BLOCH dans l'étrange défaite : « Il est bon, il est sain que, dans un pays libre, les philosophies sociales contraires se combattent librement. Il est, dans l'état présent de nos sociétés, inévitable que les diverses classes aient des intérêts opposés et prennent conscience de leurs antagonismes. Le malheur de la patrie commence quand la légitimité de ces heurts n'est pas comprise ». (*)

(*) Marc Bloch est né le 6 juillet 1886 à Lyon. Il est mort assassiné par la Gestapo le 16 juin 1944 à Saint-Didier-de-Formans (Ain) à l'âge de 57 ans.

MUTUELLE GROUPAMA, LE TOURNANT LIBÉRAL DE L'ONF VALIDÉ

Désolé collègues, les mutuelles traditionnelles (SMAR-MNF) bâties sur la solidarité, jadis alimentées par un pourcentage sur les ventes de bois, n'ont plus l'assentiment de la maison.

Quand on a commencé à étrangler le chat, il faut le finir. La DG a fait le choix pour les personnels d'une mutuelle qui n'en a que le nom... Le référencement s'annonce de taille, 500 000 € cash iront dans les poches de Groupama, la maison ONF pourrait même se fendre d'1 million d'euros si ça marche. Groupama y croit, elle espère débaucher 80 % des personnels des mutuelles traditionnelles.

Retour sur un groupe mutualiste devenu entreprise

Créé sous forme de caisse d'assistance et de solidarité, destinée à aider les métiers de l'agriculture face aux coups durs, Groupama pourrait être la proie du crédit agricole. Le 1^{er} crédit agricole de France a été créé à Salins les bains dans le Jura. Cet établissement a dérivé vers l'entreprise cotée en bourse et de ce fait, n'a plus rien de « mutuel », son appétit est sans limite. Le journal « le Monde » du 27/10/09 relate même ses ambitions d'OPA (offre publique d'achat) sur la société générale et Groupama, alors qu'il est encore en phase de digestion du Crédit Lyonnais.

Ce plan stratégique partirait d'une future activité d'assurance du Crédit Agricole, pour, plus tard, fusionner avec Groupama. Cette nouvelle entité, espère même devenir n° 1 de la banque et assurance, et réglerait du coup, le problème de cotation en bourse de Groupama, groupe non coté et qui attend depuis longtemps son ouverture de capital. Bref toutes ces affaires financières s'éloignent radicalement du mode de fonctionnement, plutôt solidaire des mutuelles traditionnelles.



En clair, Cerise pourrait avoir un goût aigrelet pour ses futurs adhérents. On connaît la chansonnette, la cotisation paraît attractive aujourd'hui, qu'en sera-t-il plus tard ? Si l'on se réfère au forum qui est né spontanément fin septembre sur intranet chacun a pu s'exprimer sur le passage à Groupama. Quant à la lecture des réflexions, les messages s'avèrent pour le moins dubitatifs...

Notre DRH nationale adoratrice perverse [?] des préceptes de Jean Moulin ainsi que le DG, ont fait le choix de Groupama, choix idéologique s'il en est, avec obligation d'inclure les retraités. L'ONF est du reste incapable de fournir une liste des retraités à Groupama qui n'est d'ailleurs pas pressé de s'occuper d'eux. On peut donc craindre une inflation sur les futures cotisations si les objectifs ne sont pas atteints.

Or, la question qui reste en débat est : Pourquoi l'Office a choisi de référencer Groupama plutôt que la MGET, une des principales mutuelles au sein de l'ONF, qui avait soumissionné pour le référencement par exemple, qui est majoritaire et qui a récupéré les adhérents de la mutuelle des forestiers de Die il y a quelques années ?

Ce choix n'aurait certes, pas relancé d'un coup le dialogue social, mais par ce geste, nos dirigeants auraient démontré leur attachement aux valeurs traditionnelles de solidarités mutualistes, bénéfiques pour les personnels. Mais pour nos dirigeants, la page est tournée. Et cela déjà depuis longtemps...

Vous avez évidemment entendu parler du dernier film à la mode, 2012. L'histoire en deux mots : Les Mayas nous ont transmis une prophétie, leur calendrier prend fin en 2012 et notre monde aussi. En 2012, nous saurons si cette prophétie est vraie.

A l'ONF une prévision similaire court, le contrat de plan s'achevant en 2011, nous ne sommes pas certains que l'établissement survivra en 2012. Antidote toujours à la pointe vous propose un scénario à suspens : ONF 2012.

2011 l'apocalypse, 2012 la renaissance

Nous voici donc au mois de décembre 2012 et l'ONF a survécu au contrat de plan en cours. Contrairement au film catastrophe 2012, la méga réforme de 2011 n'a pas tout détruit et une structure nouvelle a émergé.

Bien des changements, des bouleversements marquent cette nouvelle organisation. Ainsi la DT Franche-Comté est dorénavant fusionnée avec Bourgogne-Champagnes-Ardenne, on l'appelle la DT B-C-A-F-C, il ne faut pas être dyslexique.

Le DT est toujours M. Chagnard. Comme il avait officié en BCA auparavant il connaît bien la nouvelle DT B-C-A-F-C (il faudra vous y faire c'est pas facile à retenir).

Mais il y a un changement de taille car dorénavant c'est un binôme qui officie à la tête de la structure. Le DT bis est un personnage bien connu des forestiers comtois, c'est M. Calvi.

En effet, le commerce de bois étant devenu notre seule activité, il fallait absolument recruter quelqu'un de compétent. Mais rassurez vous il n'y a pas de conflits d'intérêts car M. Calvi a revendu son entreprise à son fils donc pas de craintes à avoir de ce côté là.

La gestion des ressources humaines est maintenant réalisée par un logiciel informatique ; avancement, mutation, maladie et le reste c'est l'ordinateur qui gère seul les personnels. Les mauvaises langues racontent que l'ordinateur qui s'occupe de la GRH est bien plus humain et moins rancunier que la personne qui dirigeait le service auparavant.

Les agences départementales ont disparu, il reste une agence feuillue et une agence résineux. L'agence travaux a été vendue à Véolia et toutes les activités conventionnelles relèvent d'une filiale.

Véolia a gardé quelques conducteurs de travaux, a licencié les ouvriers et les travaux sont sous-traités à des entrepreneurs venus des pays de l'Est. Les prévisions de travaux sont désormais réalisées par les RUP (responsables d'unité de production) depuis le bureau. C'est facile avec l'aménagement dans une main et le référentiel des travaux de l'autre. Le référentiel travaux est un bien précieux. D'ailleurs l'ONF l'a vendu en échange d'1% du capital de Véolia avec les sommiers en prime. Celui-ci revend des droits d'accès aux entreprises qui envoient aux communes des CDROM pour exposer leurs déontologies respectives. Des animations réalisées avec des logiciels prédictifs modélisent les travaux projetés en trois dimensions afin que les élus puissent visualiser leurs choix et valider les commandes.



Et les personnels...

Les aménagistes sont maintenant tous des auto-entrepreneurs tenus de soumissionner pour décrocher le marché de rédaction d'un aménagement correspondant à peu près à ce qu'on appelait autrefois un « plan simple de gestion ».

Pour obtenir le marché il faut être le moins-disant et il faut être agréé pour pouvoir sous-traiter auprès d'entreprises non-agrées.

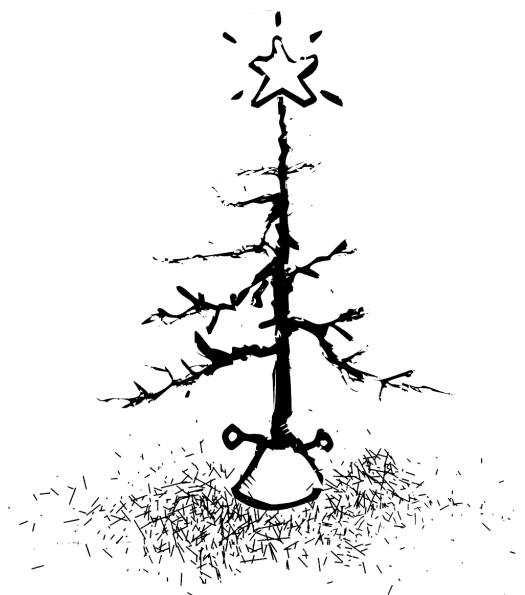
Les personnels administratifs ont de la chance car l'ONF leur donne le choix entre une prime de départ ou une formation de reconversion.

Les agents sont des commis de coupes sur des secteurs forestiers de plus en plus vastes. Ils ont reçu une prime correspondant à deux mois de salaire et ont été promus auto entrepreneurs au même titre que les aménagistes. Leurs émoluments sont renégociés avec l'ONF à chaque coupe.

Certains retraités perçoivent une petite indemnité de la région pour former des stagiaires non rémunérés issus du grand plan de lutte contre le chômage. Pour ceux qui peuvent en bénéficier cela compense la dévaluation des retraites qui est une conséquence indirecte de la faillite de l'Etat.

Les chefs de service changent de région régulièrement mais un répondeur avec un numéro unique permet de connaître les coordonnées du dernier. Ils ont également subi une réorganisation car ceux qui n'ont pas été promus dans d'autres services ont dû se résoudre à perdre des attributions.

Toute ressemblance avec des événements existants ou ayant existé serait fortuite et indépendante de notre volonté, car nous ferons tout notre possible pour que cette situation délirante ne devienne pas réelle.



UN SECRET À NE PAS TAIRE

Dis moi Céline, les années ont passé
Pourquoi n'as-tu jamais pensé à tout quitter,
De toutes les secrétaires qui travaillent ici
Tu es la seule qui encore sourit

Non, non, non ne rougis pas, non ne rougis pas
Tu as, tu as de beaux objectifs,
Ne transpire pas, non ne transpire pas,
Tu feras toujours tout pour ton service

Dis moi Céline, toi qui est notre aînée,
Toi qui connaît l'Office, toi qui a tant donné
N'as-tu vécu pour lui sans rechigner
Que penses-tu de sa nouvelle destinée

Non, non, non, ne rougis pas, non ne rougis pas
Tu as, tu as de grosses journées
Non ne stresse pas, non ne stresse pas
Tu n'auras personne pour t' lamenter

Dis moi Céline qu'est-il donc devenu
Ce gentil temps d'avant
Où le chef était détendu et où il faisait bon être présent
C'est un temps déjà révolu

Mais non, Céline, ce n'est pas perdu
Tu peux dès maintenant t'éclater dans de nouveaux métiers
Et là aussi tu sauras te dépenser
Sans jamais être remerciée

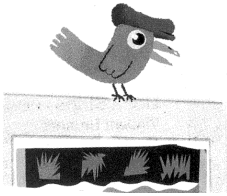
Non, non, non ne pleure pas, non, ne pleure pas
Tes jours, tes jours sont peut-être comptés
Ne pleure pas, non ne pleure pas
Tu vas vraiment nous manquer



D'après une chanson d'Hugues Aufray



A MA CHERE MERE (3)



Désolé de cette longue absence, mais le nouveau profil trépidant de notre établissement ne me laisse plus beaucoup de temps.

Aussi, voici une nouvelle photographie de la grande maison verte que je t'ai si souvent décrite.

Tout d'abord, l'agence de Besançon a lancé une « OPA » sur celle de Pontarlier, « OPA » réussie propulsant ainsi notre jeune directeur à la tête d'une des plus grosses agences nationales. Il devra en plus, mettre en place la « régie pépée », enfin un ingénieur « forestier », nous laissant régénérer tranquillement des parcelles sur 30 ans, voire 40 ans. Enfin, c'est ce que je croyais, car la « RGPP » n'est qu'un plan de réduction des personnels (1 fonctionnaire sur 2 non remplacé).

Mais attention, vu que l'on sera mieux formaté, mieux organisé, mieux informatisé, on deviendra plus efficace (objectifs, dixit JC MONIN - PDG des COFOR : - 20 % de personnel, + 7% de productivité). Ton voisin avait raison, tous des fainéants, ces képis verts !

Reste assise maman, les chamboulements ne sont pas terminés !

En effet, au niveau inférieur Re OPA, cette fois, l'UT d'Ornans avale celle de Quingey et qu'est devenu notre ancien chef d'UT d'origine Russe dont je t'avais parlé dans une lettre précédente ?

Déçu par le métier, il est retourné à ses premiers amours médicaux, en gynécologie !!! Tu parles d'un changement !

Bon, ils ont quand même hiver (c'est la saison non ? lire « été » pour les traditionalistes) sympas, puisque l'exigence principale du nouveau poste « Loue-Lison » était : « posséder le même prénom que le chef d'UT précédent, afin de ne pas traumatiser les personnels. » Trop fort ! Ne trouves-tu pas ? En tout cas, on y a vu que du feu. En réunion tout le monde est détendu, discipliné, enthousiaste, compréhensif, solidaire ... et Jean passe, ou plutôt ne passe plus ; Comme il est bon, ils l'ont muté en ville.

Bonne nouvelle pour lui, depuis le temps qu'il en rêvait !

Dans le cadre « ça déménage », notre vieux, tu vois de qui je parle, souviens toi, il est déjà passé à la maison ; et bien, notre vieux a décidé de nous laisser tomber. Bon, ce n'est pas trop grave, vu qu'il bossait pour trois, encore qu'ils suppriment son poste, ils devront en recréer deux. Tu vois, Chère Mère, quand je t'écris « établissement trépidant », je suis modeste, j'ai plutôt l'impression d'habiter Pompéi, un 8 novembre 1979, en pleine éruption du Vésuve.

Et si fonctionnaire vient de fonctionner, je me sens plutôt dysfonctionnaire. Malgré tant d'agitation et d'incertitude, je tenais à te rassurer sur mon état moral, car la brume qui stagne parfois dans ma tête est vite dissipée par le soleil de la solidarité forestière qui résiste malgré tout.

Un jour les nouvelles seront meilleures; je t'embrasse tendrement.

Ton forestier de fils.



UNE MEMOIRE

Il a été étudié les civilisations les plus humbles et y trouva non seulement des savoirs inestimables mais aussi la pureté des éléments, la diversité des êtres, la grâce de la nature et la décence des hommes. La grandeur qui s'attache aux commencements est si certaine écrivait-il, que même les erreurs, à la condition d'être neuves, nous accablent encore de leur beauté. C'est de la civilisation indienne d'Amazonie qu'il parlait. L'ethnologue Claude LEVI-STRAUSS est mort à PARIS le 30 octobre 2009 à l'âge de 91 ans.

« Pas plus que l'individu n'est seul dans le groupe et que chaque société n'est seule parmi les autres, l'homme n'est seul dans l'univers. Lorsque l'arc en ciel des cultures humaines aura fini de s'abîmer dans le vide creusé par notre fureur; tant que nous serons là et qu'il existera un monde - cette arche ténue qui nous relie à l'inaccessible demeurera, montrant la voie inverse de celle de notre esclavage et dont, à défaut de la parcourir, la contemplation procure à l'homme l'unique faveur qu'il sache mériter : suspendre la marche, retenir l'impulsion qui l'astreint à obturer l'une après l'autre les fissures ouvertes au mur de la nécessité et à parachever son œuvre en même temps qu'il clôt sa prison ; cette faveur que toute société convoite, quels que soient ses croyances, son régime politique et son niveau de civilisation ; où elle place son loisir, son plaisir, son repos et sa liberté; chance, vitale pour la vie, de se *déprendre* et qui consiste - adieu sauvages ! adieu voyages ! - pendant les brefs intervalles où notre espèce supporte d'interrompre son labeur de ruche, à saisir l'essence de ce qu'elle fut et continue d'être, en deçà de la pensée et au delà de la société : dans la contemplation d'un minéral plus beau que toutes nos œuvres ; dans le parfum, plus savant que nos livres, respiré au creux d'un lis ; ou dans le clin d'œil alourdi de patience, de sérénité et de pardon réciproque, qu'une entente involontaire permet parfois d'échanger avec un chat ».

